

Jugement ADD  
N°149/2019/CJ/SIII/TCC

Du 05 décembre 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/384

La société YACR et Fils Sarl

(Maître Robert HOUNKPATIN)

C/

La société ETS DUPOUY-SBCC

La SCPA Robert DOSSOU

Greffier en chef du tribunal de  
commerce

-----

OBJET

Paielement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

**Président** : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

**Assesseurs** : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public** : Elonm Mario METONOU

**Greffier** : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 28 novembre 2019 ;

Jugement avant dire droit prononcé à l'audience  
publique du 05 décembre 2019;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE**

**La société YACR et Fils Sarl**, au capital de 20.000.000 FCFA immatriculée au RCCM sous le numéro RB/COT/16 B 16931, ayant son siège social sis au lot 265, Maison Cecil AZON, quartier Sègbèya, Cotonou BENIN, 01 BP 2113, tél : 229 21 07 38 13/ 61 01 05 05, représentée par son gérant, demeurant et domicilié audit lieu ;

Assistée de Maître Robert HOUNKPATIN, Avocat au Barreau du Bénin ;

**DEFENDEURS**

**La société ETS DUPOUY-SBCC**, société de droit français, au capital de 1.300.000 euros, immatriculée au

REGISTRE DE Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS Bordeaux 391 929 882, N°TVA Fr 64 391 929 882, ayant son siège sis à Rue Bertrand Balquerie 33520 BRUGES (GIRONDE) France, tél : 33 (0) 556 11 14 80, Fax : 33 (0) 5 56 11 14 99, représentée par son Directeur Général, demeurant et domicilié ès qualité ;

**La SCPA Robert M. DOSSOU** représentée par Robert DOSSOU et Nadine DOSSOU SAKPONOU, Avocats au Barreau du Bénin, dont le cabinet est sis à 01 avenue Steinmetz, BP 1204 Cotonou, Bénin, domicile élu la société ETS DUPOUY ;

**Greffier en chef du tribunal de commerce de Cotonou**, demeurant et domicilié ès qualité ;

## **LE TRIBUNAL,**

Vu les pièces du dossier ;  
Où les parties en leurs prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 03 mai 2019, la société YACR et Fils a formé opposition contre l'ordonnance n°063/2019 du 03 avril 2019 et attrait la société DUPOUY devant le tribunal de commerce pour solliciter la rétractation de l'ordonnance et la nullité de l'exploit de signification du 19 avril 2019 ;

Au soutien de ses demandes, la société YACR et Fils expose que dans le cadre de ses relations d'affaires avec la société ETS DUPOUY-SBCC SA, elle a acquis 5490 jerrycans d'huile végétale et six conteneurs de farine de blés pour un montant de 165.974, 50 dollars, soit 96.929.108 FCFA ;

Que du fait du coût élevé du dollar et de la présence des six conteneurs de farine de blés sur un seul connaissance n'ont pas favorisé les opérations d'enlèvement engendrant ainsi des frais de gardiennage et de surestaries ;

Que la qualité des farines de blés ne sont pas conformes à la commande ;

Qu'elles n'ont pas convenir du coût de la marchandise tenant compte de ses difficultés ;

Que la requête, objet de l'ordonnance en cause, n'a pas indiqué le montant de la somme réclamée avec le décompte des différents éléments de la créance ;

Que la créance n'est pas certaine ;

Que par ailleurs, l'exception de cautio judicatum solvi sollicitée mérite rejet car la société ETS DUPOUY , de nationalité française est dispensée du paiement d'une telle caution en vertu de l'accord bilatéral existant entre la France et le Bénin ;

En réplique, la société YACR et Fils soulève l'exception de cautio judicatum solvi au motif que la société DUPOUY-SBCC est de nationalité étrangère ;

### **1. Sur l'exception de caution judicatum solvi**

Attendu que selon les dispositions de l'article 166 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, l'étranger, demandeur principal, peut être tenu si le défendeur le requiert, de fournir une caution destinée à garantir le paiement des

frais et des dommages et intérêts auxquels il pourrait être condamné,

Qu'il peut en être dispensé s'il existe une convention diplomatique entre les deux Etats;

Attendu qu'en l'espèce, il résulte des éléments du dossier que la société DUPOUY-SBCC est de nationalité française ;

Qu'il existe entre la France et le Bénin, l'accord bilatéral du 27 février 1975 qui prévoit en son article 5 que les ressortissants des parties contractantes auront sur le territoire de l'autre, un libre et facile accès auprès des tribunaux tant administratifs que judiciaires pour la poursuite et la défense de leurs droits et il ne pourra notamment leur être imposé ni caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays ;

Qu'au regard de ce qui précède, il convient de dire que la société DUPOUY-SBCC, de nationalité française, ne peut être contrainte au paiement de la cautio judicatum solvi ;

Qu'il y a lieu de rejeter ce moyen et d'ordonner la poursuite des débats ;

#### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement contradictoirement, en matière commerciale et en avant dire droit et en premier ressort

Rejette l'exception de caution judicatum solvi  
soulevée par la société YACR et Fils Sarl,

Réserve les dépens

Renvoie la cause au 09 janvier 2020.

Ont signé

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**